

Zaventem, 26 mars 2020.

**Le SLFP Police en a plus que marre des
petits barons.
Des “dirigeants” qui refusent de mettre en
œuvre des mesures pourtant décidées par
des autorités compétentes doivent
s’attendre à des préavis de grève.**

La semaine dernière a été mouvementée pour nous tous. Il semble également que cette période difficile se poursuivra pendant un certain temps. Tous les collègues donnent le meilleur d'eux-mêmes dans des circonstances souvent très difficiles. De nombreux chefs et bourgmestres sont aussi à 100% derrière leur personnel, et mettent correctement en œuvre les lignes directrices contenues dans la note PLIF GPI COVID-19 - « Ressources humaines et organisation du travail », du 19/03/2020.

Cependant, après une semaine d'interventions ici et là - et les services de la police fédérale et du ministère de l'Intérieur doivent en être fatigués eux qui œuvrent dans la même direction que nous – nous devons constater qu'il y a encore des membres du cadre et des autorités administratives qui veulent ignorer/ignorent (partiellement) ces lignes directrices. Nous ne sommes certainement pas surpris par certains, car nous connaissons ceux/celles qui profitent du moindre espace de liberté pour agrandir leur baronnie. C'est en temps de crise que les gens reconnaissent les vrais leaders aux décisions courageuses et charismatiques, et c'est aussi en temps de crise que le masque des minables incompetents tombe.

Certaines réactions classiques sont donc : « *Le CG n'est pas mon supérieur fonctionnel ; les notes d'un commissaire général et d'un président du comité permanent ne peuvent impliquer aucune obligation pour une zone ou un service ayant la responsabilité ultime ; les directives ne sont pas claires, etc ...* ».

C'est si profondément ancré chez certains de ne pas accepter les directives du niveau fédéral que même un INPP de la police fédérale a osé remettre en question la note du CG et la qualifier de “peu claire”, déclarant ses subordonnés privés du droit de retirer leur congé.

Vouloir être Calife à la place du Calife est cette maladie qui s'est développée de manière rampante depuis bien des années au sein de la police prétendument intégrée, et elle doit être traitée de toute urgence.

De quoi parlons-nous ? De la remise en question par des « orgueilleux » des orientations du ministre de l'Intérieur, ainsi que celles de la CCGPI après le mandat du gouvernement fédéral et après l'activation de la phase fédérale. Si les lignes directrices ne sont pas encore claires, ce qui n'est



absolument pas le cas à ce jour, le GPI 17 s'applique dans son intégralité, et il faut d'abord demander des éclaircissements soit à l'auteur de la note, soit au ministre de l'Intérieur. En outre, les règles statutaires qui ont été discutées au CSC (y compris l'approbation du CPPL), et qui ont été confirmées, s'appliquent intégralement à la police réellement intégrée (que cela plaise ou pas).

Pour la police intégrée, nous demandons donc au ministre de l'Intérieur de mettre en place les initiatives nécessaires pour mettre en place, au moins en temps de crise, une structure « d'unité de commandement ». Cette structure devrait donc relever pleinement de la compétence du ministre de l'Intérieur, qui peut bien entendu mandater la ou les personnes compétentes. Dans l'intervalle, une réponse ferme aux différents « responsables » rebelles à l'exécution des décisions s'impose.

D'autre part, nous demandons également aux services du CG de s'exprimer sur cette situation de manière décisive au sein de la Police fédérale.

Après plus d'une semaine d'interventions diverses visant à rectifier toutes sortes de situations, et plus que fatigué des « conneries » de certains, le Police VSOA va réagir désormais plus fermement pour garantir le respect des droits du personnel et des directives applicables.

Nous tenons à remercier les chefs et les bourgmestres qui sont à 100% derrière leur personnel, et qui appliquent pleinement les directives du niveau fédéral. Mais...

Le petit nombre de cadres supérieurs qui refusent d'appliquer les directives actuelles et/ou font trop peu d'efforts pour assurer le bien-être du personnel, peut rapidement s'attendre à un préavis de grève.

Vincent Gilles
Président National
+32475304864

Vincent Houssin
Vice-Président National
+32485184952

